Énergie

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (1981)**

Heft 593

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

ÉNERGIE

L'uranium, c'est leur affaire

La Suisse en chasse de l'uranium indispensable au fonctionnement régulier de ses centrales nucléaires: négociations au Canada, coups d'œil vers l'Australie. Du pétrole à l'uranium, les dépendances se suivent et se ressemblent.

On sait que si les sept «sœurs» dominent un peu plus de la moitié de la production mondiale du pétrole, une pareille concentration de pouvoir économique et financier se retrouve dans la production d'uranium: là, les plus grandes sociétés extractrices se sont regroupées — nous avons suivi les menées de ce cartel dans ces mêmes colonnes — au sein de l'Uranium Institute dès 1975 pour faire la loi sur le prix de vente... et les résultats de cette sainte alliance mondiale et énergétique (ne pas oublier que les géants de l'or noir, répugnant à mettre tous leurs œufs dans le même panier, se sont très rapidement intéressés au nucléaire, jusqu'à contrôler, aux Etats-Unis par exemple, plus de la moitié de la réserve d'uranium) ne se sont pas fait attendre puisque le prix de l'uranium s'est trouvé multiplié par sept de 1974 à 1977. La position de cette association de producteurs, pratiquement sans concurrents sur le marché, est d'autant plus forte que les réserves d'uranium dans le monde (principaux producteurs: le Canada, les Etats-Unis et l'Afrique du Sud, suivis par la France, l'Australie, le Niger, le Gabon, la République centrafricaine, l'Espagne, l'Argentine et d'autres) n'ont pas été recensées encore avec exactitude.
Les tribulations helvétiques au long de cette quête difficile et inévitable de l'uranium, qui est le lot de tous les pays industrialisés dépourvus de cette richesse-là et ayant misé sur le nucléaire, sont loin de leur terme, on peut en être certain. On est même en droit de penser que la tâche des négociateurs sera de plus en plus ardue.

Expliquons-nous! Jusqu'à ces tout derniers mois, on conservait l'espoir que les activités du cartel de l'uranium pourraient être mises à jour et éventuellement être combattues à l'échelle internationale. Par un heureux concours de circonstances, la hausse brutale du prix de l'uranium avait en effet semé la zizanie dans le camp nucléaire: l'un des principaux constructeurs de centrales, Westinghouse, s'était retrouvé piégé comme les pays consommateurs, dans l'incapacité de tenir ses engagements vis-à-vis de ses clients, à savoir de leur fournir de l'uranium à des conditions inférieures à celles du marché au moment de la vente des usines; le dos au mur, Westinghouse s'était résigné à «casser la baraque», accusant 29 firmes de former un cartel et portant toute l'affaire devant un tribunal de Chicago.

RIDEAU!

Las, on avait manifestement trop attendu d'une issue judiciaire à ce combat au sommet entre frères ennemis. En mars dernier, la dernière des sociétés mises en cause par Westinghouse annonçait qu'elle était parvenue à un accord à l'amiable avec la plaignante et que de ce chef l'action devant la justice s'éteignait. Rideau: les activités du cartel de l'uranium resteront donc cachées au public et tous les chantages au «besoin» resteront possibles sur les pays engagés dans cette nouvelle dépendance.

Pour situer les enjeux, on appréciera les termes du compromis consenti par les sociétés minières, com-

DÉMOCRATIE

Un an d'autonomie dans les rues zurichoises

Mai 1980 - mai 1981: une année de troubles et de négociations à Zurich. Une grande revendication: l'ouverture d'un centre autonome. Mais le débat ouvert, on s'est progressivement rendu compte que les racines de la tension étaient largement plus profondes que ne le laissaient apparaître les batailles de rues, pourtant très violentes à l'échelle helvétique. Pour avoir une idée des événements et des enjeux mis à jour par la crise zurichoise, consulter la somme éditée par le parti socialiste «Eine Stadt in Bewegung». Ci-dessous, pour mémoire, une rapide chronologie, inspirée du dossier publié par «Volksrecht» du 13 mai dernier (le quotidien socialiste suit de près l'actualité du mouvement zurichois et accumule, pratiquement jour après jour, une documentation précieuse et critique sur le sujet), sans prétention de rappeler toutes les étapes d'un face à face qui aura mis à jour tout un système économique et social:

— 17 mai 1980: fête du Groupe Action pour la «Rote Fabrik»; les participants exigent l'organisation d'une manifestation contre les 60 millions de crédits prévus au budget pour l'opéra.
— 30/31 mai: pendant deux nuits entières, 1000 jeunes affrontent la police dans les rues de Zurich.
— 4 juin: première assemblée générale du mouvement.
— 7 juin: 54% des votants disent «oui» au crédit pour l'opéra.
— 28 juin: le centre autonome est ouvert, sous la responsabilité du parti socialiste (de nouveaux heurts avec la police avaient eu lieu une semaine plus tôt — cette fois-là 9000 participants).
— 12 juillet: démonstration «sauvage» de près de 200 personnes; réponse massive de la police qui force des manifestants dans une église.
— 1er août: 4000 personnes se regroupent en une démonstration pacifique qui se termine par un bain collectif dans le lac de Zurich.

promis qui reflète bien l'importance des intérêts en présence. Selon l'agence Wise (créée en 1978 à Amsterdam par des militants du Mouvement mondial contre le nucléaire, pour les énergies alternatives et pour la paix), les douze firmes intéressées verseront à Westinghouse 39 millions de dollars à titre de dédommagement, s'engageant en outre à lui livrer, pendant les cinq prochaines années, neuf millions de livres d'uranium «à un prix avantageux». On ne paie jamais assez cher le silence... Voilà donc Westinghouse hors d'affaire, puisque ses engagements de fourniture d'uranium ne s'élevaient, jusqu'à l'an 2000, qu'à cinq millions de livres! Un porte-parole de la société américaine devait du reste benoîtement déclarer, toujours selon Wise: «Ce compromis est particulièrement intéressant vu la nécessité de revitaliser l'industrie nucléaire au niveau mondial.»

NB. Tout indique par ailleurs que dans la chaîne nucléaire, le maillon de mines d'uranium va devenir de plus en plus sensible: voyez la contestation qui se fait jour et s'affirme en Suède contre l'exploitation de gisements d'uranium; voyez ce même mouvement se développer avec virulence au Canada.

— 4 septembre: rafle policière dans le centre; sans succès, au moins en ce qui concerne la drogue qui était le prétexte invoqué; fermeture du centre autonome; pendant tout le week-end, des manifestations provoquent plusieurs centaines d'arrestations.
— 20 septembre: 6000 participants à une démonstration pacifique pour la réouverture du centre (soutien de tous les partis de gauche, sauf les socialistes).
— 24 octobre: manifestations et manœuvres policières se sont suivies pendant près d'un mois; première parution du «Eisbrecher», l'organe du mouvement (tirage rapidement enlevé: 20 000 exemplaires).
— 1er novembre: première projection du film-vidéo «Züri brännt» à la Rote Fabrik.
— 24 décembre: 4000 personnes participent à ce qui est la plus importante manifestation depuis des semaines en faveur de la réouverture du centre; violente réaction policière; «Autonome Sanität» devient officiellement une section de la Croix-Rouge suisse.

— 12/14 février 1981: le tribunal du comité de soutien du centre publie des documents sur la répression, la justice, les autorités et les milieux économiques.
— 4 avril: réouverture du centre sous le patronage principal des Eglises et de Pro Juventute; pendant près de trois mois se sont succédé sans désemparer négociations et manifestations.
— 1er mai: le mouvement perturbe les manifestations de la Fête du travail.

Depuis plus d'un mois, les travaux pour la réfection du centre autonome se poursuivent. Pro Juventute et les Eglises protestante et catholique ont mis à la disposition des groupes qui se sont formés pour mener à bien l'entreprise (salaire de Fr. 15.— à l'heure, selon une décision de l'assemblée générale) un crédit de Fr. 500 000.—, somme qui demeure largement inférieure aux besoins budgétés (1,9 million de francs!). Les premiers bilans de fonctionnement, après cinq semaines d'autonomie, laissent apparaître de sérieux problèmes avec deux clans de revendeurs de drogues dures, infiltrés parmi les habitués (des groupes «anti-dealers» tentent de mettre le holà à des offensives systématiques d'initiation à la drogue -- première piqûre gratuite): le centre, organisé en une dizaine de «commissions» spécialisées, trouve peu à peu son rythme, même si l'engagement des jeunes travailleurs laisse, semble-t-il, encore à désirer.

A SUIVRE

C'est sur un peu plus d'une page que le «Tages Anzeiger» détaille (18.5.1981) les comptes du groupe de presse auquel il appartient. Remarquable transparence dans un secteur où on est très porté sur l'information mais traditionnellement très discret sur soi-même. Où l'on constate que le groupe du «TA» n'a que peu pâti, au total, des attaques dont il a été la cible de la part des annonceurs et en particulier de la part des milieux de l'automobile (diminution légère du nombre d'abonnés, mais hausse des ventes au numéro; plus de pages de publicité, grâce à un volume d'offres d'emplois en augmentation). Pour le reste, comme l'ensemble de la presse suisse, le «Tages Anzeiger» dépend largement de la publicité: les abonnés et les ventes au numéro ne représentent plus que 21,8% des ressources totales.

* * *

Les droits des consommateurs ont été définis par le Conseil de l'Europe (résolution 543 de 1973), c'est la Fédération romande des consommatrices qui le rappelle dans un petit dossier (bienvenu) qu'elle publie dans «J'achète mieux» (N° 93) à l'occasion de la votation du 14 juin prochain sur la protection des consommateurs. Pour mémoire, la petite liste en question: droit des consommateurs à la protection et à l'assistance (protection contre les préjudices matériels dus à des produits dangereux; protection contre les atteintes portées aux intérêts économiques) — droit à la réparation des dommages — droit des consommateurs à l'information — droit des consommateurs à l'éducation — droit à la représentation.

* * *

Etes-vous un fanatique du «Cube de Rubik» dont Gil Stauffer (dans ces colonnes) fut certainement un des premiers à parler en Suisse romande? En tout cas, l'épidémie se répand sans désemparer: production 8 millions d'exemplaires prévue pour l'année en cours, dont 300 000 sont attendus dans notre pays. Performance un peu décourageante d'un jeune Allemand de seize ans: 25 secondes pour résoudre l'énigme...